

# CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-bis N. 132

## ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA CINQUANTUNESIMA SESSIONE ORDINARIA  
(Parigi, 13-15 giugno 2005)

Raccomandazione n. 766

sul controllo degli armamenti e la non-proliferazione:  
i mezzi satellitari di verifica

*Annunziata il 29 luglio 2005*

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant que ce n'est qu'à partir de 1980, à l'occasion de la guerre Iran-Irak, que la prolifération est redevenue un sujet majeur sur la scène internationale et que l'emploi d'armes de destruction massive (ADM), en l'occurrence des armes chimiques, a relancé la lutte contre cette prolifération;

(ii) Rappelant que l'Irak a occupé une place centrale dans ce processus de prise

en compte de la prolifération, car ce pays, outre son arsenal d'armes chimiques, s'était attelé à construire un programme balistique basé sur les missiles Scud, et soulignant qu'il a mis en évidence les limites du Traité de non-prolifération (TNP) en élaborant un programme nucléaire particulièrement poussé;

(iii) Rappelant aussi que le réseau A. Q. Khan – du nom du scientifique considéré comme le « père » de la bombe nucléaire pakistanaise – bien qu'officiellement dé-

mantelé par les autorités du Pakistan sous la pression des Etats-Unis, apparaît comme un véritable groupement international de proliférants;

(iv) Soulignant que la Corée du Nord reste l'un des pays les plus préoccupants dans le domaine de la prolifération balistique et nucléaire;

(v) Notant par ailleurs que la crise iranienne ne cesse de rebondir et que l'implication de trois Etats européens, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, dans des négociations concernant la prolifération d'armes nucléaires, avec l'aval du Conseil de l'Union européenne, s'avère être un symbole de l'implication grandissante de l'Europe dans la maîtrise des armements et la nonprolifération;

(vi) Constatant, en conséquence, que la maîtrise des armements et la non-prolifération sont aujourd'hui au coeur des ambitions d'une UE soucieuse de s'affirmer comme une force incontournable sur la scène internationale et que, pour y parvenir, l'UE s'est dotée d'une Stratégie de sécurité et d'une Stratégie contre la prolifération des armes de destruction massive;

(vii) Considérant, à cet égard, que l'UE doit se doter de moyens de vérification afin de s'assurer du respect des traités mais aussi pour sa propre sécurité;

(viii) Constatant que les moyens satellitaires sont parfaitement légaux et ne violent pas l'espace aérien du territoire observé et que la précision croissante des satellites et leur nombre de plus en plus élevé rendent possible l'observation de n'importe quel point du globe dans des délais et avec une qualité d'image acceptables;

(ix) Estimant que des événements marquants intervenus ces dernières années dans le milieu spatial européen montrent que l'UE tente de devenir un acteur de plus en plus incontournable dans ce do-

maine, comme en témoignent le programme Galileo, le rapprochement entre l'Agence spatiale européenne (ESA) et l'UE ou encore la rédaction d'un Livre blanc concernant un plan d'action pour la mise en oeuvre d'une politique spatiale européenne;

(x) Soulignant que, si la présence de l'Europe dans l'espace est relativement ancienne, seule la recherche scientifique a fait l'objet d'une coopération européenne (ESA), l'observation à des fins militaires relevant, quant à elle, de la seule initiative des Etats, en l'occurrence de la France — en collaboration avec l'Espagne, l'Italie, la Belgique et bientôt la Grèce — qui, à ce jour, est la seule à disposer de satellites militaires d'observation (Hélios);

(xi) Constatant que la réalisation de la prochaine génération de satellites d'observation européens se fera sur une base purement nationale même si la coopération entre les Etats s'est renforcée afin que ces systèmes puissent opérer de façon complémentaire;

(xii) Se félicitant, à cet égard, des programmes allemands SAR-Lupe et TerraSAR ainsi que de l'initiative de coopération franco-italienne sur la base du programme français Pléiades et italien Cosmo-SkyMed;

(xiii) Rappelant par ailleurs les cinq formes de menaces définies dans la Stratégie européenne de sécurité: le terrorisme, les conflits régionaux, la délinquance des Etats, la criminalité organisée et la prolifération des armes de destruction massive (ADM);

(xiv) Constatant que la création d'une Agence européenne de défense (AED) répond au besoin de la mutualisation des capacités, que le Plan d'action européen sur les capacités (PAEC) avait pour but d'identifier les lacunes de l'UE et de proposer des solutions à court et moyen terme;

(xv) Constatant en outre que la création, dans le cadre du PAEC, d'un Groupe espace, chargé de l'amélioration des capacités à court terme, du développement des capacités à moyen et long terme et de l'établissement d'un concept et d'une doctrine opérationnels, représente un intérêt stratégique tout particulier pour l'Europe;

(xvi) Considérant que l'adjonction des moyens spatiaux à la PESD permet donc d'assurer une certaine indépendance stratégique en garantissant l'accès à des informations en continu;

(xvii) Soulignant que les images satellitaires constituent un instrument essentiel pour prévenir la prolifération des ADM et vérifier les traités au niveau mondial et que leur interprétation est une fonction désormais dévolue au Centre satellitaire de l'Union européenne (CSUE);

(xviii) Rappelant que le CSUE apporte un soutien aux missions de Petersberg, à la surveillance générale dans le domaine de la sécurité, à la surveillance maritime et de l'environnement mais aussi au respect des traités, à la maîtrise des armements et à la non-prolifération;

(xix) Constatant, néanmoins, que si le CSUE fournit des informations d'un caractère stratégique indéniable, il ne peut assurer aujourd'hui le renseignement tactique, ce qui permet d'affirmer que, bien qu'il fasse partie intégrante de la PESD et de sa boucle décisionnelle, son activité restera bridée tant que l'UE ne possédera pas ses propres moyens satellitaires;

(xx) Considérant que, dans cette optique, l'initiative conjointe de l'ESA et de la Commission européenne, GMES (Global Monitoring for Environment and Security), viendra renforcer les capacités du Centre dans l'acquisition d'images, ce qui pourrait lui permettre de jeter les bases d'une future agence européenne de renseignement;

(xxi) Soulignant que l'initiative GMES a pour but de fédérer l'ensemble des activités européennes d'observation de la terre;

(xxii) Considérant que l'intérêt porté par la Commission au soutien de la PESC, grâce au système GMES, rend nécessaire une clarification des rôles que le Conseil et la Commission doivent jouer dans ce domaine pour éviter des doublons ainsi que des tensions, comme c'est le cas entre le CSUE qui relève du Conseil et le Centre commun de recherche (CCR) qui relève de la Commission;

(xxiii) Considérant que le Besoin opérationnel commun (BOC) préfigure une nouvelle architecture européenne de coopération spatiale, éventuellement à géométrie variable;

(xxiv) Rappelant par ailleurs la décision du Conseil des ministres de l'UEO en 1995 de réaliser une étude afin d'évaluer les possibilités de participation de l'UEO, à l'époque, à un programme multilatéral d'observation spatiale,

#### RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ETATS MEMBRES DE L'UEO EN TANT QUE MEMBRES DE L'UE

1. A reprendre l'idée formulée par le Conseil des ministres de l'UEO en 1995 et à prendre les mesures nécessaires pour lancer un véritable programme militaire européen d'observation spatiale;

2. A veiller à ce que l'Union européenne, par le biais de l'Agence européenne de défense, serve d'élément fédérateur dans cette démarche en tenant compte de la nécessité:

de veiller à l'établissement d'un standard européen dans la construction de satellites d'observation en encourageant les initiatives européennes ou intergouver-

nementales comme le GMES ou le Besoin opérationnel commun (BOC);

de donner au Centre satellitaire de l'UE les moyens nécessaires à l'accomplissement de la PESD:

(a) en lui accordant un accès à l'imagerie commerciale et non commerciale des pays membres de l'UE;

(b) en rendant possible sa participation à la programmation des satellites d'observation européens;

(c) en lui permettant de se doter, à l'avenir, d'une capacité tactique pour la réalisation des missions de Petersberg;

3. A se donner des moyens financiers suffisants pour entreprendre une vraie politique spatiale européenne, afin d'éviter

d'être dépendants de gouvernements ou d'entreprises extérieures à l'UE dans un domaine aussi sensible;

4. A offrir aux industriels européens des débouchés aux innovations techniques dans le domaine spatial;

5. A renforcer les liens entre l'UE et l'Agence spatiale européenne et à établir un pont entre l'AED et le Bureau sécurité de l'ESA;

6. A suivre la voie des coopérations structurées permanentes dans le domaine spatial à l'image du BOC ou des programmes optionnels de l'ESA;

7. A privilégier, pour la mise sur orbite des satellites européens, les capacités offertes par le Centre spatial de Kourou en Guyane.

**N. B. Traduzione non ufficiale**

## Raccomandazione n. 766

sul controllo degli armamenti e la non-proliferazione:  
i mezzi satellitari di verifica

L'ASSEMBLEA,

(i) Considerando che è solo a partire dal 1980, in occasione della guerra Iran-Iraq, che la proliferazione è ritornata ad essere un argomento di grande importanza sulla scena internazionale e che l'utilizzo di armi di distruzione di massa (ADM), e a volte di armi chimiche, ha rilanciato la lotta contro tale proliferazione;

(ii) Ricordando che l'Iraq ha occupato un posto centrale nel processo di riesame della proliferazione, perché questo paese, oltre all'arsenale di armi chimiche, aveva intrapreso la costruzione di un programma balistico basato su missili Scud, e sottolineando, inoltre, che esso ha messo in evidenza i limiti del Trattato di Non-Proliferazione (TNP) elaborando un programma nucleare particolarmente sviluppato;

(iii) Ricordando, inoltre, che la rete A. Q. Khan — dal nome dello scienziato considerato come il « padre » della bomba nucleare pachistana — sebbene sia stata ufficialmente smantellata dalle autorità pachistane sotto pressione degli Stati Uniti, appare come un vero e proprio raggruppamento internazionale di proliferanti;

(iv) Sottolineando che la Corea del nord rimane uno dei paesi più preoccupanti dal

punto di vista della proliferazione balistica nucleare;

(v) Osservando, peraltro, che la crisi iraniana non cessa di riproporsi e che il coinvolgimento di tre Stati europei, la Germania, la Francia ed il Regno Unito, durante i negoziati riguardanti la proliferazione di armi nucleari, con l'avallo del Consiglio dell'Unione Europea, si dimostra essere un simbolo del crescente coinvolgimento europeo nel controllo degli armamenti e della non-proliferazione;

(vi) Constatando, di conseguenza, che il controllo degli armamenti e della non-proliferazione è oggi al centro delle ambizioni di una UE ansiosa di affermarsi in quanto forza indispensabile sulla scena internazionale e che, per riuscirci, essa si è dotata di una Strategia di sicurezza e di una Strategia contro la proliferazione delle armi di distruzione di massa;

(vii) Considerando, a tale riguardo, che l'UE deve dotarsi di mezzi di verifica sia per assicurarsi che vengano rispettati i trattati sia per la propria sicurezza;

(viii) Constatando che i mezzi satellitari sono perfettamente legali e non violano lo spazio aereo del territorio osservato e che la crescente precisione dei satelliti e il loro numero in aumento rendono possibile l'osservazione di qualsiasi punto del globo in tempi e qualità di immagine accettabili;

(ix) Nella convinzione che gli importanti avvenimenti di questi ultimi anni nel settore spaziale europeo dimostrano che l'UE sta tentando di diventare un attore sempre più indispensabile in questo campo, come dimostrato dal programma Galileo, dall'avvicinamento tra l'Agenzia Spaziale Europea (ESA) e l'UE o ancora dalla redazione di un Libro bianco riguardante un piano d'azione per l'attuazione di una politica spaziale europea;

(x) Sottolineando che, malgrado l'Europa sia presente nello spazio già da diverso tempo, solo la ricerca scientifica è stata oggetto di una cooperazione europea (ESA): l'osservazione per scopi militari basata sulla sola iniziativa degli Stati, all'occorrenza della Francia — in collaborazione con la Spagna, l'Italia, il Belgio e presto la Grecia — che, a oggi, è la sola a disporre di satelliti militari di osservazione (Helios);

(xi) Constatando che la realizzazione della prossima generazione di satelliti di osservazione europei si compierà a livello puramente nazionale anche se la cooperazione tra gli Stati si è rafforzata per permettere a questi sistemi di operare in modo complementare;

(xii) Complimentandosi, infine, per i programmi tedeschi SAR-Lupe e Terra-SAR e per l'iniziativa di cooperazione italo-francese sulla base del programma francese Pléiades e di quello italiano Cosmo-SkyMed;

(xiii) Ricordando, peraltro, le cinque forme di minaccia definite nella Strategia europea di sicurezza: terrorismo, conflitti regionali, deliquescenza degli Stati, criminalità organizzata e proliferazione delle armi di distruzione di massa (ADM);

(xiv) Constatando che la creazione di un'Agenzia Europea di Difesa (AED) risponde al bisogno della mutualizzazione delle capacità, che il Piano d'Azione Europeo sulle Capacità (PAEC) aveva come scopo l'identificazione delle lacune della

UE e di proporre delle soluzioni a breve e medio termine;

(xv) Constatando, inoltre, che la creazione, nel quadro della PAEC, di un Gruppo spazio, incaricato di migliorare le capacità a breve termine, lo sviluppo delle capacità a medio e lungo termine e l'istituzione di un concetto e di una dottrina operativi, rappresenta un interesse strategico molto particolare per l'Europa;

(xvi) Considerando che l'aggiunta di mezzi spaziali alla PESD permette, quindi, di assicurare una certa indipendenza strategica garantendo un accesso continuo alle informazioni;

(xvii) Sottolineando che le immagini satellitari rappresentano uno strumento essenziale per la prevenzione della proliferazione delle ADM e per la verifica dei trattati a livello mondiale e che la loro interpretazione è ormai assegnata al Centro Satellitare dell'Unione Europea (CSUE);

(xviii) Ricordando che il CSUE fornisce un sostegno alle missioni di Petersberg, alla sorveglianza del settore della sicurezza, alla sorveglianza marittima e dell'ambiente ma anche al rispetto dei trattati, al controllo degli armamenti e della non-proliferazione;

(xix) Constatando, tuttavia, che se il CSUE fornisce informazioni di indiscutibile carattere strategico, non può assicurare, oggi, informazioni tattiche. Questo permette di affermare che, malgrado esso sia parte integrante della PESD e del suo apparato decisionale, la sua attività sarà frenata fintanto che l'UE non possiederà propri mezzi satellitari;

(xx) Considerando che, in quest'ottica, l'iniziativa congiunta GMES (Global Monitoring for Environment and Security), tra l'ESA e la Commissione Europea, rafforzerà le capacità del Centro per quanto riguarda l'acquisizione di immagini, cosa che potrebbe permettergli di gettare le

basi per una futura agenzia europea di informazione;

(xxi) Sottolineando che l'iniziativa GMES ha come scopo di federare l'insieme delle attività europee di osservazione della terra;

(xxii) Considerando che il sostegno della Commissione alla PESC, attraverso il sistema GMES, rende necessario un chiarimento dei ruoli che il Consiglio e la Commissione debbono svolgere in questo campo per evitare inutili doppioni e tensioni, come avviene tra il CSUE che dipende dal Consiglio ed il Centro Comune di Ricerca (CCR) che dipende dalla Commissione;

(xxiii) Considerando che il Bisogno Operativo Comune (BOC) prefigura una nuova architettura europea di cooperazione spaziale, eventualmente a geometria variabile;

(xxiv) Ricordando, peraltro, la decisione del Consiglio dei Ministri dell'UEO nel 1995 di realizzare uno studio volto a valutare le possibilità di partecipazione dell'UEO, all'epoca, a un programma multilaterale di osservazione spaziale,

#### RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE GLI STATI MEMBRI DELL'UEO IN QUANTO MEMBRI DELL'UE

1. A riconsiderare l'idea formulata dal Consiglio dei Ministri dell'UEO nel 1995 e ad adottare le misure necessarie per lanciare un vero e proprio programma militare europeo di osservazione spaziale;

2. Ad assicurarsi che l'Unione Europea, per il tramite dell'Agenzia Europea di Difesa, serva da elemento catalizzatore in

questa iniziativa tenendo conto delle necessità;

di badare a che venga rispettato uno standard europeo nella costruzione di satelliti di osservazione incoraggiando le iniziative europee o intergovernative come il GMES o il Bisogno Operativo Comune (BOC);

di dare al Centro Satellitare dell'UE i mezzi necessari per la riuscita della PESD:

(a) accordandogli un accesso alle immagini commerciali e non commerciali dei Paesi membri dell'UE;

(b) rendendo possibile la sua partecipazione alla programmazione dei satelliti di osservazione europei;

(c) permettendogli di dotarsi, in avvenire, di una capacità tattica per la realizzazione delle missioni di Petersberg;

3. A dotarsi dei mezzi finanziari sufficienti per intraprendere una vera politica spaziale europea con lo scopo di non dipendere da governi o da imprese esterne all'UE in un settore così sensibile;

4. Ad offrire agli industriali europei sbocchi per le innovazioni tecniche nel campo spaziale;

5. A rafforzare i legami tra l'UE e l'Agenzia Spaziale Europea e a stabilire un ponte tra l'AED e il Dipartimento per la Sicurezza dell'ESA;

6. A perseguire le vie delle cooperazioni strutturate permanenti nel campo spaziale seguendo il modello del BOC o dei programmi opzionali dell'ESA;

7. A privilegiare, per quanto riguarda la messa in orbita dei satelliti europei, le capacità offerte dal Centro Spaziale di Kourou in Guiana.